

**HAIZER****La population ferme les sièges de l'APC et de la daïra**

Pour protester contre le manque flagrant de projets de développement au niveau de leur daïra, les citoyens de la commune de Haizer, 10 km à l'est de Bouira, appuyés par les délégués du mouvement citoyen des communes de Haizer et Taghzout, relevant de la même daïra, ont procédé samedi dernier à la fermeture des sièges de la commune et de la daïra.

D'après le délégué Djaâfer Abdedou, que nous avons rencontré sur place, les citoyens sont las d'attendre surtout quand ils voient que les communes avoisinantes bénéficient de dizaines, voire de centaines de milliards pour leur développement alors que la daïra de Haizer, avec ses deux

communes, malgré sa proximité avec le chef-lieu de wilaya, reste marginalisée par les pouvoirs publics. Notre interlocuteur rappelle la responsabilité entière des élus locaux et de wilaya qui ont failli à leurs promesses électorales puisque depuis octobre 2002, ils n'ont rien réalisé ni inscrit pour ces deux communes. Il cite les problèmes rencontrés par les populations locales comme le manque d'eau potable, les routes défectueuses, l'assainissement inexistant pour plusieurs villages, le manque d'éclairage public tant au niveau du chef-lieu des deux communes que dans les villages, le manque de gaz de ville pour les chefs-lieux Haizer et Taghzout, et enfin,

les coupures fréquentes d'électricité au niveau de plusieurs villages, notamment ceux situés du côté est de la commune de Haizer en allant vers Tikjda.

La protestation, qui a duré une bonne partie de la matinée, a été interrompue après que les autorités de wilaya eurent promis aux délégués du mouvement citoyen une rencontre élargie où seront présents tous les directeurs d'exécutifs de wilaya au niveau du siège de la daïra avec les représentants de la population.

Dans l'après-midi, nous avons appris que la réunion s'est tenue comme prévue et devait se prolonger jusque tard dans la soirée.

Rappelons qu'il y a quatre ans, une protestation

similaire a eu lieu au niveau de la commune de Bechloul. Comme cette fois, le wali avait à l'époque envoyé tous les directeurs d'exécutif pour rencontrer les délégués du mouvement citoyen et trouver les solutions aux problèmes posés. Des problèmes énumérés en 28 points dans un document que les directeurs présents s'étaient engagés à prendre en charge.

Trois ans plus tard, soit l'année dernière, le délégué Djamel Yahiaoui, qui avait assisté à la rencontre de 2003, nous dira qu'après une journée de protestation organisée à Bechloul les promesses faites par les directeurs d'exécutif n'ont pas eu de suite.

Y. Y.

**APC DE BOUDJIMA****Bilan d'une commune sous perfusion**

A l'instar de plusieurs de ses semblables, l'exécutif communal de Boudjima a dressé son bilan de l'année 2006 dont nous détenons une copie. A la lecture de ce bilan, où il est fait mention de ses difficultés, actions et projections, on s'aperçoit aisément de l'étroite marge de manœuvre de cette assemblée d'une commune des plus déshéritées de la Kabylie et, qui plus est, a hérité d'une administration qui a longtemps baigné dans le dysfonctionnement. La commune budgétivore n'est pas une terre en voie de développement mais une région pauvre en ressources naturelles et en régression constante, comme en témoignent les problèmes dans lesquels elle ne cesse de se débattre depuis des décennies. L'insécurité régnante qui fait d'elle une localité prise en otage par les délinquants, les pénuries d'eau potable qui sévissent encore et toujours, l'enclavement de 16 villages sur les 18 existants, les retards dans l'assainissement de nombreux centres d'habitations, la déprime de la jeunesse, la suspension de ses moyens de survie aux décisions du comité technique de wilaya ne font que corser sa situation dramatique.

L'apport annuel des pouvoirs publics (PCD, PSD), pour améliorer le sort de près de 20 000 habitants de la commune, se situe très en dessous des besoins réels. Aussi, la locomotive économique étant en panne, faute de budgets conséquents pour lancer les projets de développement, l'exécutif a été réduit à "remettre de l'ordre dans la maison et à dresser des garde-fous pour tenter d'arrêter la saignée".

C'est ainsi que des améliorations ont été obtenues dans le service public. En effet, après des débuts très laborieux, les élus ont commencé leur tâche avec, notamment le recasement de l'ONM et FCC, la révision des tarifs de location du matériel communal, la répartition de la subvention destinée au mouvement associatif et la vente aux enchères du matériel réformé, entre autres. En matière de développement local, l'APC a bénéficié, durant l'année passée, d'un PCD de 44 142 000 DA grâce auquel il a été procédé à l'achèvement des réseaux AEP de Tizmatine, Lchetouanène-Ait Hamidouche, Tarhent-Takhant N'Eidjir, la réalisation d'une conduite d'adduction du réservoir

d'Issradjène, de la piste d'accès reliant Takhant N'Eidjir à l'école fondamentale d'Agouni Oufekous, de 1 800 mètres linéaires ainsi que l'achèvement des travaux de revêtement du CW 37 à Afir, sur deux kilomètres, l'aménagement d'une aire de jeux à Azma et l'assainissement du village Tarhent, sur 450 mètres. Soit un taux de consommation de crédits de paiements de 71% des PCD. A cela s'ajoute également le revêtement en bitume bétonné du chemin intercommunal qui relie le chef-lieu de Boudjima à celui de Makouda.

Pour ce qui est des projets financés sur le budget de wilaya et clôturés en 2006, le bilan indique l'assainissement du village Agouni Oufekous (Haret) et le bétonnage de la piste d'accès au quartier Ihsamène-Ait-Hamidouche pour un total de 821 649 DA. En revanche, les projets sectoriels clôturés ont trait au bétonnage de la cour et l'accès de l'établissement scolaire d'Ichetouanène et la clôture de l'école de Tikatine pour la somme globale de 1 399 082 DA.

Toujours dans le cadre des opérations d'aménagements et de grosses réparations, la commune en question a bénéficié, dans le cadre du programme TUP-Himo, d'une enveloppe de 1 445 000 DA pour la réparation, le désherbage et le nettoyage de sept écoles primaires, de deux salles de soins, de trois maisons de jeunes et d'une antenne administrative. Le volet social, qui demeure le véritable baromètre de la santé communale, s'est réduit à quelque dizaines de postes dans le cadre de l'Esil en plus de 295 bénéficiaires de l'allocation forfaitaire de solidarité de 1 000 DA/mois et de 75 postes de l'IAIG. Par ailleurs, les autorités locales ont reçu les demandes de 699 postulants à l'habitat rural, mais pour des raisons non indiquées sur le bilan, elles n'ont attribuées aucune aide. Le reste de ce service sensible en milieu déshérité s'est limité à la notification des cartes de démunis sociaux (7) ainsi que celles des handicapés de différents pourcentages (47) avec en prime 9 décisions notifiées. En matière d'emploi, l'APC a recruté sur test deux agents de nettoyage pour renforcer la collecte des ordures ménagères et deux autres chauffeurs. En outre, pour améliorer les revenus de la commune, les autorités locales ont procédé, le

4 septembre passé, à l'adjudication aux enchères publiques du marché hebdomadaire pour la somme de 155 000 DA par an et pour un montant de 3 130 000 DA par année de la gestion de l'abattoir communal. Le bilan des actions entreprises durant l'année 2006 a été clôturé par les différentes initiatives effectuées dans l'intérêt de la collectivité en concert avec la société civile. Il s'agit de l'encouragement des actions entreprises par les villageois, par la remise gracieuse de certains matériaux disponibles, comme les travaux d'assainissement, les réparations des conduites AEP et petits ouvrages. A cela s'ajoute également les aides financières (les montants ne sont pas indiqués) accordées aux différentes associations actives ainsi que la mise à leur disposition des moyens de transport, du consommable de bureau et des produits d'entretien...

En plus de toutes ces louables initiatives, l'APC a contribué à l'amélioration des rations alimentaires des écoliers par des subventions allouées au cantines (les montants également ne sont pas mentionnés).

Pour ce qui est des projets qui seront réalisés prochainement, le bilan, révèle un budget dépassant les 25 millions de dinars dont a bénéficié la localité pour son aménagement urbain et la réalisation de menus travaux dans différents villages, ou encore la construction d'une crèche communale. Dans le secteur de l'agriculture, la commune a bénéficié de deux projets, l'un consiste en l'aménagement de la piste agricole Yaffadjène vers la retenue collinaire, et l'autre concerne la mise en valeur des terres par des conceptions au niveau d'Ighil N'boudjima.

Enfin, il est fait mention du compte rendu de la visite du wali, le 20 décembre écoulé, où le premier responsable de la wilaya a accordé de nombreux projets dans le cadre de l'AEP, des infrastructures routières et environnementales, l'alimentation en gaz naturel de la localité, la prise en charge partielle des revendications de la jeunesse, le renforcement des services de santé publique et de l'agriculture ainsi que l'éducation sur lesquels nous reviendrons dans nos prochaines éditions avec plus de détails.

Massiles Juba

**BOUZEGUNE****Délocalisation du projet de l'antenne de mairie suite à une opposition**

Le projet de l'antenne de mairie dont la construction est prévue au plateau de Loudha, 3 km à l'ouest du chef-lieu de commune, dans un site joignant le mémorial des martyrs de la Révolution, a été délocalisé. En effet, après l'entame des travaux de terrassement, ce projet de wilaya a fait l'objet d'une opposition de la famille révolutionnaire qui considère que la construction de cette antenne communale sur la parcelle de terrain incluse dans le périmètre du mémorial constitue une atteinte à la mémoire des martyrs de la Révolution dans la mesure où elle masquera une bonne partie de la stèle et annexera l'espace servant de recueillement. La montée au créneau de l'ONM et des enfants de chouchada a porté ses fruits puisque leur vive réaction a réussi à infléchir la décision des autorités locales qui, plutôt que de céder à l'affolement, ont sauté sur l'occasion pour décider de la délocalisation du projet qui sera finalement implanté à l'est du chef-lieu de commune et de daïra pour desservir les cinq villages parmi les plus éloignés du chef-lieu et qui comptent à eux seuls 10 000 habitants. "On a cru bien faire en optant pour le site de Loudha dans la mesure où cette institution allait aussi permettre une meilleure protection de la stèle des martyrs. Cela ne nous laisse d'autre choix que de construire l'antenne là où elle aurait dû être construite, en fait, c'est-à-dire à Tahouna ou à Annou", nous a déclaré le maire qui affiche une grande satisfaction. Il estime que cette antenne, outre qu'elle soulagera la mairie du chef-lieu, anticipera sur un éventuel découpage administratif.

**CROISSANT-ROUGE****ALGERIEN D'AZAZGA  
Distribution de 96 colis alimentaires**

Les nécessiteux de douze villages et quartiers de la commune d'Azazga bénéficieront incessamment de colis alimentaires, ont annoncé des bénévoles du comité local du C-RA. Ces dons proviennent du comité de wilaya du C-RA, précisent nos interlocuteurs qui indiquent que l'imminente distribution se fera par le biais des représentants de villages et quartiers.

Les couffins alimentaires sont composés des denrées de base (café sucre, poudre de lait, pâtes, lentilles...). Par ailleurs, il est attendu que d'autres dons, provenant ceulx-là de citoyens, seront également distribués aux démunis, confiés également les bénévoles du comité local du C-RA d'Azazga agréé dans un siège qui a été entièrement relooké dernièrement.

S. H.

**APPEL A TOUS LES ETUDIANTS  
DU PAYS POUR SON RETRAIT  
Mobilisation des étudiants  
contre le système LMD**

Huit universités du pays, à savoir Alger, Batna, Biskra, Boumerdès, Constantine, Jijel, Mascara et Tizi-Ouzou lancent un appel à tous les étudiants du pays pour se mobiliser autour du retrait du système LMD. Une réunion nationale se tiendra le 6 mars, à l'université d'Alger, pour chercher les voies et moyens susceptibles de faire aboutir cette revendication, indique-t-on dans cet appel où l'on a recensé tous les mouvements de protestation organisés par les étudiants des différentes universités du pays contre cette réforme imposée d'en haut sans consultation des premiers concernés.

Au-delà des mouvements de contestation enregistrés depuis la rentrée universitaire à travers le pays, les signataires de l'appel cherchent à "coordonner leurs efforts pour qu'ils puissent imposer le retrait de cette réforme qui dévalorise et remet en cause leurs diplômes. Ils cherchent, par ailleurs, à recentrer le débat sur les vrais problèmes de l'enseignement supérieur, ceux qui hypothèquent la qualité de leur formation", lit-on dans l'appel adressé aux étudiants de toutes les universités du pays.

Une première réunion s'est tenue à l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, le 30 janvier dernier, où les représentants des universités d'Alger, Biskra, Boumerdès, Mascara et Tizi-Ouzou ont passé en revue la situation dramatique qui prévaut dans toutes les universités sur les plans pédagogique et social, concernant le LMD, deuxième point inscrit à l'ordre du jour, les participants ont mis en évidence "les enjeux et les retombées dangereuses qui risquent d'hypothéquer l'avenir des étudiants et de l'université publique".

B. T.